

Art. 2. De bij artikel 1 bedoelde betrekkingen doven uit, ofwel in afwezigheid van een bezetting ervan door overheveling met toepassing van het besluit van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 betreffende de eerste betrekkingen die toe te kennen zijn binnen het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, ofwel bij het vertek van de eerste titularis ervan.

In afwijking van het vorig lid, dooft geen betrekking uit zolang deze toegankelijk blijft voor de titularis van een betrekking die er toegang tot verleent via een hoger ambt, een bevordering door verhoging in graad, door een overgang naar een hoger niveau of door overheveling.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 2004

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3466

[2004/202721]

3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, modifié par le décret du 15 mai 2003, notamment son article 15, § 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs, modifié par les arrêtés des 11 juillet 2000, 3 mai 2001, 13 décembre 2001, 24 janvier 2002 et 19 décembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 avril 2004;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets, donné le 28 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 7 mai 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 mai 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 inscrit le financement des installations de gestion et des systèmes de collectes des déchets dans un nouveau cadre qui doit être inscrit le plus rapidement possible dans l'arrêté du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

Que le présent arrêté vise à modifier en ce sens l'arrêté dont question et qu'il est donc indispensable pour assurer la subsidiarité des projets soumis par les intercommunales et les actions souhaitées des communes en matière de prévention et de gestion des déchets;

Que cet arrêté est en outre nécessaire pour assurer l'entrée en vigueur des dispositions du décret-programme du 18 décembre 2003 qui doivent permettre le financement alternatif via le CRAC des infrastructures de gestion des déchets et que les communes et intercommunales doivent connaître au plus vite le cadre et les règles de financement pour pouvoir continuer à assurer leurs missions;

Que, dès lors, l'adoption définitive de cet arrêté dans les plus brefs délais est indispensable;

Considérant que les articles 4, §§ 1^{er} et 3, 6 et 8 de l'arrêté royal n^o 474 du 28 octobre 1986, portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux sont abrogés depuis le 31 décembre 2003;

Considérant que les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs ont cessé de produire leur effet le 31 décembre 2003;

Considérant que l'ensemble des agents contractuels subventionnés engagés relèvent depuis le 1^{er} janvier 2004 du décret du 25 avril 2002 précité;

Considérant qu'en vertu de l'article 15, § 5, du décret précité, il y a lieu de fixer le nombre de points complémentaires attribués aux communes et aux associations de communes qui gèrent un ou plusieurs parcs à conteneurs;

Considérant qu'il convient de garantir la sécurité juridique des agents contractuels subventionnés engagés;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement et du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs est complété comme suit :

« 5^o. Traitement : les opérations de destruction des déchets, les opérations de transformation nécessaires à leur réutilisation, à leur récupération, à leur recyclage ou à leur valorisation ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Lorsqu'un pouvoir local est une commune ou une association de communes, et qu'il affecte un contractuel subventionné à l'exploitation d'un parc à conteneurs, les dispositions du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et du présent arrêté sont applicables »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. En application de l'article 15, § 5, du décret précité, le nombre de points octroyés annuellement par poste de travail est de sept.

§ 2. L'aide annuelle visée au paragraphe 1^{er} est octroyée pour moitié par le Ministre de l'Emploi et pour moitié par le Ministre de l'Environnement. »

Art. 4. A l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « des primes visées à l'article 4 » sont remplacés par « des points octroyés annuellement en vertu de l'article 4 »;

2^o au point 1^o, les mots « l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 » sont remplacés par « l'article 1^{er}, 5^o, du présent arrêté »;

3^o le point 3^o est complété comme suit : « L'accès au parc à conteneurs peut également être autorisé à d'autres usagers que les particuliers dans le cadre de la reprise des déchets visés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion. ».

Art. 5. A l'article 6, § 1^{er}, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « des primes visées à l'article 4 » sont remplacés par « des points octroyés annuellement en vertu de l'article 4 »;

2^o au point 2^o, les mots « l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 » sont remplacés par « l'article 1^{er}, 5^o, du présent arrêté »;

3^o le point 4^o est complété comme suit : « L'accès au parc à conteneurs peut également être autorisé à d'autres usagers que les particuliers dans le cadre de la reprise des déchets visés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion. ».

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le liminaire, les mots « des primes visées à l'article 4 du présent arrêté » sont remplacés par « des points octroyés annuellement en vertu de l'article 4 »;

2^o au point 3^o, le chiffre « 50 000 » est remplacé par « 65 000 »;

3^o un point 4^o est ajouté et libellé comme suit : « 4^o si le parc à conteneurs en exploitation dessert plus de 65 000 usagers : 6 ACS. ».

§ 2. Le paragraphe 2 du même article est supprimé.

Art. 7. A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « des primes visées à l'article 4 » sont remplacés par « des points octroyés annuellement en vertu de l'article 4 »;

2^o au paragraphe 3, les mots « par tranche de 20 heures au-delà de 38 heures » sont supprimés.

Art. 8. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « des primes visées à l'article 4 » sont remplacés par « des points octroyés annuellement en vertu de l'article 4 ».

Art. 9. A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « des primes visées à l'article 4 » sont remplacés par les mots « des points octroyés annuellement en vertu de l'article 4 » et les mots « à des parcs à conteneurs » sont remplacés par les mots « à un nouveau parc à conteneurs »;

2^o l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « La décision d'octroi de toute prime est subordonné au respect du décret du 25 avril 2002 précité et de son arrêté d'exécution du 19 décembre 2002. Le modèle de cette décision est repris à l'annexe 3 du présent arrêté ».

Art. 10. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004 pour ce qui concerne le territoire de la région de langue française.

Art. 11. Les annexes I, II et III du même arrêté sont remplacées par les annexes jointes au présent arrêté.

Art. 12. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

ANNEXE 1^{re}NOMBRE D'USAGERS DESSERVIS PAR PARC A CONTENEURS
B.E.P.N.

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Andenne	Andenne	23.870
Anhée	Anhée, Onhaye, Yvoir	18.144
Assesse	Assesse, Gesves	9.173
Beauraing	Beauraing	8.188
Cerfontaine	Cerfontaine	4.447
Ciney	Ciney	14.790
Couvin	Couvin	13.388
Dinant	Dinant	12.767
Doische	Doische	2.792
Eghezée	Eghezée	13.966
Fernelmont	Fernelmont	6.595
Florennes	Florennes	10.697
Fosses-la-Ville	Fosses-la-Ville	9.090
Gedinne	Gedinne	4.330
Gembloux	Gembloux	21.341
Hamois	Hamois	6.614
Hastière	Hastière	5.130
Havelange	Havelange, Somme-Leuze	9.105
Héron	Héron	4.343
Jemeppe-sur-Sambre	Jemeppe-sur-Sambre	17.834
La Bruyère	La Bruyère	8.094
Mettet	Mettet	11.683
Namur (Naninne)	Namur (Naninne)	31.251
Namur (Malonne)	Namur (Malonne)	31.251
Namur (Champion)	Namur (Champion)	31.251
Philippeville	Philippeville	8.064
Rochefort	Rochefort	11.921
Sambreville	Sambreville	26.951
Sombreffe	Sombreffe	7.390
Viroinval	Viroinval	5.669
Walcourt	Walcourt	17.246
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie
Ohey	Ohey, Gesves	7.185
Vresse-sur-Semois	Vresse-sur-Semois, Bièvre	6.000
Profondeville	Profondeville, Floreffe, Fooz-Wépion, Vierly, Malonne Haut	30.500
TOTAL		451.060

I.B.W.

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Braine-le-Comte	Braine-le-Comte	19.866
Court-Saint-Etienne	Court-Saint-Etienne	9.095
Genappe	Genappe	14.100
Incourt	Incourt, Beauvechain	10.650
Ittre	Ittre	5.830
Jodoigne	Jodoigne, Beauvechain	18.107
Nivelles	Nivelles	24.070
Orp-Jauche	Orp-Jauche	7.613
Ottignies - Louvain-la-Neuve	Ottignies - Louvain-la-Neuve, Chaumont-Gistoux	39.460
Perwez	Perwez	7.243
Rebecq	Rebecq	9.896
Rixensart	Rixensart, La Hulpe, Lasne	42.377
Tubize	Tubize	21.680
Walhain	Walhain, Chastre	12.288
Wavre	Wavre, Chaumont-Gistoux	42.324
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie
Waterloo/Braine-l'Alleud	Waterloo, Braine-l'Alleud	65.197
Villers-la-Ville	Villers-la-Ville	9.338
Braine-le-Château	Braine-le-Château	9.329
Chaumont-Gistoux	Chaumont-Gistoux	10.674
Lasne	Lasne	13.641
TOTAL		392.778

I.C.D.I.

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Anderlues	Anderlues	11.447
Chapelle-lez-Herlaimont	Chapelle-lez-Herlaimont	14.074
Charleroi I	Charleroi, Couillet	40.118
Charleroi II	Charleroi, Ransart	40.118
Châtelet	Châtelet	35.452
Courcelles	Courcelles	29.543
Farciennes	Farciennes, Aiseau-Presles	22.085
Fleurus	Fleurus	22.243
Fontaine-l'Evêque	Fontaine-l'Evêque	16.824
Gerpennes	Gerpennes	11.972
Les Bons Villers	Les Bons Villers	8.729
Pont-à-Celles	Pont-à-Celles	15.981
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Ham-sur-Heure	Ham-sur-Heure, Nalinnes	13.259
Charleroi III	Charleroi, Couillet	40.118
Charleroi IV	Charleroi	40.118
Charleroi V	Charleroi	40.118
Montigny-le-Tilleul	Montigny-le-Tilleul	10.231
TOTAL		412.430

I.D.E.A.

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Binche	Binche	32.269
Ecaussines	Ecaussines	9.804
Estinnes	Estinnes	7.416
La Louvière I - II - III	La Louvière, Saint-Vaast, Strépy-Bracquegnies, Haine-Saint-Paul	57.630
Le Rœulx	Le Rœulx	7.984
Manage	Manage	21.977
Morlanwelz	Morlanwelz	18.408
Seneffe	Seneffe	10.714
Soignies	Soignies	24.801
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie
La Louvière IV	La Louvière	19.210
TOTAL		210.213

INTERSUD

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Chimay	Chimay	9.772
Sivry-Rance	Sivry-Rance	4.545
Thuin	Thuin	14.626
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie
Froidchapelle	Froidchapelle	3.497
Beaumont	Beaumont	6.685
Lobbès	Lobbès	5.468
Momignies	Momignies	5.161
TOTAL		49.754

IPALLE

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Antoing	Antoing, Brunehaut, Saint-Maur, Vezon	16.792
Ath	Ath (- Moulbaix, Houtaing)	21.182
Beloil	Beloil, Blaton	17.203
Bernissart	Bernissart (Blaton)	7.479

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Celles	Celles, Mont-de-l'Enclus	8.551
Chièvres	Chièvres, Brugelette en partie	7.480
Comines	Comines	17.822
Ellezelles	Ellezelles, Flobecq	8.508
Enghien	Enghien	10.437
Estaimpuis	Estaimpuis, Herseaux, Pecq en partie	16.008
Frasnes	Frasnes	10.709
Lessines	Lessines	16.298
Leuze	Leuze, Barry, Maulde, Baugnies, Moulbaix, Houtaing	17.815
Mouscron I	Mouscron en partie	17.000
Mouscron II	Mouscron en partie (Herseaux en partie)	16.500
Mouscron III	Mouscron en partie	16.500
Péruwelz	Péruwelz (Baugnies)	16.090
Rumes	Rumes, Esplechin, Froidmont, Willemeau, Ere	8.245
Silly	Silly, Brugelette en partie	8.262
Tournai I	Tournai en partie, Pecq en partie	31.000
Tournai II	Tournai en partie	17.000
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie
Tournai III	Tournai en partie (Saint-Maur, Vezon, Esplechin, Froidmont, Willemeau, Ere, Barry, Maulde)	16.056
TOTAL		322.937

IDELUX

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Arlon I	Arlon	25.655
Attert	Attert	4.347
Aubange	Aubange	14.887
Bastogne I	Bastogne	6.990
Bastogne II (Noville)	Bastogne	6.990
Bertrix	Bertrix	8.088
Bouillon I	Bouillon	5.373
Chiny	Chiny	4.864
Daverdisse	Daverdisse	1.338
Durbuy	Durbuy	10.130
Erezée	Erezée	2.866
Fauvillers	Fauvillers, Martelange	3.366
Florenville	Florenville	5.521
Gouvy	Gouvy	4.670

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Habay	Habay	7.531
Herbeumont	Herbeumont	1.532
Hotton	Hotton	5.013
Houffalize	Houffalize	4.634
La Roche	La Roche	4.183
Léglise	Léglise	3.842
Libin	Libin	4.459
Libramont	Libramont	9.544
Malmedy	Malmedy	11.535
Manhay	Manhay, Lierneux	6.381
Marche I (Waha)	Marche	8.379
Marche II (Marloie)	Marche	8.379
Messancy	Messancy	7.098
Musson	Musson	4.057
Nassogne	Nassogne	4.912
Neufchâteau	Neufchâteau	6.345
Paliseul	Paliseul	4.999
Rendeux	Rendeux	2.261
Rouvroy	Rouvroy, Virton	13.025
Sainte-Ode	Sainte-Ode, Bertogne	5.072
Saint-Hubert	Saint-Hubert	5.669
Saint-Léger	Saint-Léger	3.176
Stavelot	Stavelot	6.614
Stoumont	Stoumont	2.944
Tellin	Tellin	2.277
Tenneville	Tenneville	2.522
Tintigny	Tintigny	3.517
Trois-Ponts	Trois-Ponts	2.433
Vaux-sur-Sûre	Vaux-sur-Sûre	4.450
Vielsalm	Vielsalm	7.259
Waimés I	Waimés	6.618
Waimés II (Sourbrodt)	Waimés	6.618
Wellin	Wellin	2.899
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie
Arlon II	Arlon	25.655
Bouillon II	Bouillon	5.373
Meix-devant-Virton	Meix-devant-Virton	2.675
Etalle	Etalle	5.146
TOTAL		324.111

I.S.P.H.

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Boussu	Boussu	20.007
Colfontaine	Colfontaine	20.104
Dour	Dour	16.744
Erquelinnes	Erquelinnes	9.557
Frameries	Frameries	20.677
Jurbise	Jurbise	9.386
Mons I	Mons, Cuesmes	30.265
Mons II	Mons, Jemappes	30.265
Quaregnon	Quaregnon	18.799
Quiévrain	Quiévrain, Hensies	13.198
Saint-Ghislain	Saint-Ghislain	22.188
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie
Quévy	Quévy	7.732
Honnelles	Honnelles	4.984
Mons III	Mons, Havré	30.265
TOTAL		254.171

INTRADEL

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Amay	Amay	13.163
Ans	Ans, Awans	35.985
Aywaille	Aywaille	10.494
Bassenge	Bassenge	8.190
Blégny	Blégny, Dalhem	18.967
Burdinne	Burdinne, Braives	8.338
Chaufontaine I	Chaufontaine	10.384
Clavier	Clavier, Modave	7.860
Comblain-au-Pont	Comblain-au-Pont	5.245
Esneux	Esneux	13.215
Ferrières	Ferrières, Hamoir	7.948
Flémalle	Flémalle, Engis	31.063
Fléron	Fléron, Soumagne, Olne	34.730
Grâce-Hollogne	Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas	44.468
Hannut	Hannut, Lincent	16.707
Herstal	Herstal	36.466
Herve	Herve	16.614
Huy	Huy, Marchin	24.653
Jalhay	Jalhay	7.729

Parcs en fonction	Communes concernées	Population desservie
Juprelle	Juprelle	8.244
Liège I	Liège	30.717
Liège II	Liège, Chênée	30.717
Liège III	Liège, Angleur	30.717
Liège IV	Liège, Glain	30.717
Limbourg	Limbourg	5.553
Nandrin	Nandrin, Neupré, Tinlot	17.473
Ouffet	Ouffet, Anthisnes	6.472
Oupeye	Oupeye	23.599
Plombières	Plombières, Aubel	13.530
Remicourt	Remicourt, Donceel, Crisnée, Fexhe, Oreye	16.845
Saint-Georges	Saint-Georges, Verlaine	9.790
Seraing I	Seraing	20.239
Seraing II	Seraing	20.239
Seraing III	Seraing	20.240
Spa	Spa	10.512
Sprimont	Sprimont	12.712
Theux	Theux	11.495
Thimister-Clermont	Thimister-Clermont, Dison	19.098
Trooz	Trooz	7.627
Verviers I	Verviers, Pepinster	35.906
Visé	Visé	16.915
Wanze	Wanze, Villers-le-Bouillet	18.316
Waremme	Geer, Faimés, Berloz	22.279
Wasseiges	Wasseiges	2.399
Parcs à créer	Communes concernées	Population desservie
Beyne-Heusay	Beyne-Heusay	11.720
Verviers II	Verviers, Stembert	31.000
Chaufontaine II	Chaufontaine	10.383
Liège V	Liège	30.717
Liège VI	Liège	30.718
TOTAL		909.108

ANNEXE 2

Modèle de demande de points pour des agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs à créer

Demande de points

1° La ville, la commune de
représentée par M./Mme, bourgmestre
et représentée par M./Mme, secrétaire communal
2° L'association de communes dénommée ayant son siège à
représentée par M./Mme, président du conseil d'administration et
représentée par M./Mme, secrétaire du conseil d'administration
ci-dessous dénommée « le pouvoir local ».

1. Si le pouvoir local est une commune

A. Souhaite bénéficier des points octroyés annuellement en vertu de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs pour agents contractuels à temps plein qu'elle affectera au(x) parc(s) à conteneurs suivant(s) :

N° 1 Parc de, situé
N° 2 Parc de, situé
N° 3 Parc de, situé
N° 4 Parc de, situé

B. Souhaite obtenir l'autorisation visée à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995. Le(s) parc(s) à conteneurs visés par cette autorisation sont :

N° 1 Parc de, situé
accessible heures/semaine, dont 4 au moins le samedi.
N° 2 Parc de, situé
accessible heures/semaine, dont 4 au moins le samedi.
N° 3 Parc de, situé
accessible heures/semaine, dont 4 au moins le samedi.
N° 4 Parc de, situé
accessible heures/semaine, dont 4 au moins le samedi.

Les tâches environnementales auxquelles seront affectés les A.C.S. pour le solde de leur temps de travail hebdomadaire sont :

1. Activité :
Nombre d'heures/semaine :
2. Activité :
Nombre d'heures/semaine :
3. Activité :
Nombre d'heures/semaine :
4. Activité :
Nombre d'heures/semaine :

C. Le ou les agents contractuels subventionnés sont engagés et affectés à ces parcs à conteneurs à partir du :

Agent 1 au parc n°
Agent 2 au parc n°
Agent 3 au parc n°
Agent 4 au parc n°

D. Le nombre d'usagers potentiels du parc à conteneurs est de (voir nombre de référence d'usagers en annexe 1).

Le nombre maximum de points dont peut bénéficier la commune est donc de : points.

2. Si le pouvoir local est une association de communes

A. Les communes ayant confié l'exploitation de parcs à conteneurs à l'association de communes demanderesse de points sont les suivantes :

- Commune de parc à conteneurs de
- Commune de parc à conteneurs de
- Commune de parc à conteneurs de
- Commune de parc à conteneurs de

Le nombre d'usagers potentiels de chacun de ces parcs à conteneurs est de :

- Parc à conteneurs de usagers potentiels
- Parc à conteneurs de usagers potentiels
- Parc à conteneurs de usagers potentiels
- Parc à conteneurs de usagers potentiels

B. Souhaite obtenir l'autorisation visée à l'article 6, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995.

(N.B. : pour chaque commune est joint en annexe un détail des parcs à conteneurs visés par cette autorisation conforme au détail figurant au point 1B).

C. Le nombre maximum de points octroyés annuellement en vertu de l'article 4 dont peut bénéficier l'association de communes est donc de :

- Parc à conteneurs de	points
- Parc à conteneurs de	points
- Parc à conteneurs de	points
- Parc à conteneurs de	points
Total :	points

3. Clauses communes

A. Le pouvoir local introduit la présente demande dans le respect de la procédure de négociation prévue par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et y joint le protocole de la négociation syndicale.

B. En conséquence, le pouvoir local :

- invite le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions à lui octroyer tout ou partie des points demandés;
- invite le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions à marquer son accord sur l'octroi des points par le Ministre de l'Emploi.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du...

ANNEXE 3

Monsieur le Président,

RÉGION WALLONNE

Aides à la Promotion de l'Emploi

Secteur Pouvoirs Locaux.

Parcs à conteneurs n° PL/00.

DÉCISION

Conformément aux dispositions du décret du 25 avril 2002 (*Moniteur belge* du 24 mai 2002) et, plus particulièrement, l'article 15, § 5, et de son arrêté d'exécution du 19 décembre 2002 (*Moniteur Belge* du 30 janvier 2003);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs (*Moniteur Belge* du);

Suite à votre demande enregistrée le , il vous est attribué une aide annuelle de points maximum visant à subsidier les postes de travail affectés aux parcs à conteneurs (7 points par poste de travail);

Votre intercommunale peut bénéficier de cette aide à condition de maintenir le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence qui, à la date du ... est de travailleurs équivalent temps plein.

La présente décision produit ses effets le ...

Date de la décision :

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

Monsieur le Bourgmestre,

RÉGION WALLONNE

Aides à la Promotion de l'Emploi

Secteur Pouvoirs locaux. Parcs à conteneurs n° PL/00.

DÉCISION

Conformément aux dispositions du décret du 25 avril 2002 (*Moniteur belge* du 24 mai 2002) et, plus particulièrement, l'article 15, § 5, et de son arrêté d'exécution du 19 décembre 2002 (*Moniteur Belge* du 30 janvier 2003);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs (*Moniteur Belge* du);

Suite à votre demande enregistrée le , il vous est attribué une aide annuelle de points maximum visant à subsidier les postes de travail affectés aux parcs à conteneurs (7 points par poste de travail);

Votre Commune peut bénéficier de cette aide à condition de maintenir le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence qui, à la date du ... est de travailleurs équivalent temps plein.

La présente décision produit ses effets le ...

Date de la décision : ...

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 3466

[2004/202721]

3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, inzonderheid op artikel 15, § 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken, gewijzigd bij de besluiten van 11 juli 2000, 3 mei 2001, 13 december 2001, 24 januari 2002 en 19 december 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 april 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 april 2004;

Gelet op het advies van de 'Commission régionale des déchets' (Gewestelijke Afvalcommissie), gegeven op 28 april 2004;

Gelet op het advies van de 'Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne' (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 mei 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 ter financiering van de afvalbeheersinstallaties en -ophaalssystemen voorziet in een nieuw kader dat zo spoedig mogelijk opgenomen moet worden in het besluit van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen;

Dat dit besluit dient om bovenbedoeld besluit in die zin te aan te passen en dat het bijgevolg onontbeerlijk is voor de subsidiëring van de door de intercommunales ingediende projecten en de door de gemeenten gewenste maatregelen inzake afvalpreventie en -beheer;

Dat dit besluit bovendien noodzakelijk is voor de inwerkingtreding van de bepalingen van het programmadecreet van 18 december 2003 die de alternatieve financiering van de afvalbeheerinfrastructuren door de 'CRAC' mogelijk moeten maken en dat bedoelde gemeenten en intercommunales zo spoedig mogelijk kennis moeten hebben van het kader en de regels van de financiering opdat ze hun opdrachten zouden kunnen blijven vervullen;

Dat dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk aangenomen moet worden;

Overwegende dat de artikelen 4, §§ 1 en 3, 6 en 8 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen opgeheven zijn sinds 31 december 2003;

Overwegende dat de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken van kracht waren tot 31 december 2003;

Overwegende dat alle in dienst genomen gesubsidieerde contractuele personeelsleden sinds 1 januari 2004 onder bovenbedoeld decreet van 25 april 2002 vallen;

Overwegende dat artikel 15, § 5, van bovenbedoeld decreet voorziet in de vastlegging van het aantal bijkomende punten dat toegekend moet worden aan de gemeenten en verenigingen van gemeenten die één of meer containerparken beheren;

Overwegende dat de rechtszekerheid van de in dienst genomen gesubsidieerde contractuele personeelsleden gewaarborgd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu en van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken wordt aangevuld als volgt :

« 5° Behandeling : de handelingen voor de vernietiging van de afvalstoffen, de verwerkingshandelingen die nodig zijn voor hun hergebruik, terugwinning, recycling of valorisatie. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. Als een plaatselijk bestuur dat een gemeente of een vereniging van gemeenten een gesubsidieerde contractueel aanstelt voor de exploitatie van een containerpark, zijn de bepalingen van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector van toepassing. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 15, § 5, van bovenbedoeld decreet worden jaarlijks zeven punten toegekend per arbeidsplaats.

§ 2. De jaarlijkse steun bedoeld in paragraaf 1 wordt voor de helft door de Minister van Tewerkstelling toegekend en voor de helft door de Minister van Leefmilieu. »

Art. 4. In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de in artikel 4 bedoelde premies » vervangen door de woorden « de krachtens artikel 4 jaarlijks toegekende punten »;

2° in punt 1° worden de woorden « artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 » vervangen door de woorden « artikel 1, 5°, van dit besluit »;

3° punt 3° wordt aangevuld als volgt : « De toegang tot het containerpark kan ook verleend worden aan andere gebruikers dan particulieren in het kader van de afvalterugname bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan. »

Art. 5. In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de in artikel 4 bedoelde premies » vervangen door de woorden « de krachtens artikel 4 jaarlijks toegekende punten »;

2° in punt 2° worden de woorden « artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 » vervangen door de woorden « artikel 1, 5°, van dit besluit »;

3° punt 4° wordt aangevuld als volgt : « De toegang tot het containerpark kan ook verleend worden aan andere gebruikers dan particulieren in het kader van de afvalterugname bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan. »

Art. 6. § 1. In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het inleidende gedeelte worden de woorden « de in artikel 4 van dit besluit bedoelde premies » vervangen door de woorden « de krachtens artikel 4 jaarlijks toegekende punten »;

2° in punt 3° wordt het getal « 50 000 » vervangen door « 65 000 »;

3° er wordt een punt 4° toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° voor een containerpark van meer dan 65 000 gebruikers : 6 Geco's. »

§ 2. Paragraaf 2 van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « de in artikel 4 van dit besluit bedoelde premies » vervangen door de woorden « de krachtens artikel 4 jaarlijks toegekende punten »;

2° in paragraaf 3 worden de woorden « bovenop 38 uur per tranche van 20 uur » geschrapt.

Art. 8. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « de in artikel 4 van dit besluit bedoelde premies » vervangen door de woorden « de krachtens artikel 4 jaarlijks toegekende punten ».

Art. 9. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de in artikel 4 van dit besluit bedoelde premies » vervangen door de woorden « de krachtens artikel 4 jaarlijks toegekende punten » en worden de woorden « voor gesubsidieerde contractuelen » vervangen door de woorden « voor gesubsidieerde contractuelen die bij een containerpark aangesteld worden »;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt : « De beslissing tot toekenning van elke premie is ondergeschikt aan de inachtneming van bovenbedoeld decreet van 25 april 2002 en van het desbetreffende uitvoeringsbesluit van 19 december 2002. Het model van de beslissing is opgenomen in bijlage 3 bij dit besluit. »

Art. 10. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004 wat het grondgebied van het Franse taalgebied betreft. »

Art. 11. De bijlagen I, II en III bij hetzelfde besluit worden vervangen door de bijlagen bij dit besluit.

Art. 12. De Minister van Leefmilieu en de Minister van Tewerkstelling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

BIJLAGE 1
AANTAL GEBRUIKERS PER CONTAINERPARK
B.E.P.N.

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Andenne	Andenne	23.870
Anhée	Anhée, Onhayé, Yvoir	18.144
Assesse	Assesse, Gesves	9.173
Beauraing	Beauraing	8.188
Cerfontaine	Cerfontaine	4.447
Ciney	Ciney	14.790
Couvin	Couvin	13.388
Dinant	Dinant	12.767
Doische	Doische	2.792
Eghezée	Eghezée	13.966
Fernelmont	Fernelmont	6.595
Florennes	Florennes	10.697
Fosses-la-Ville	Fosses-la-Ville	9.090
Gedinne	Gedinne	4.330
Gembloux	Gembloux	21.341
Hamois	Hamois	6.614
Hastière	Hastière	5.130
Havelange	Havelange, Somme-Leuze	9.105
Héron	Héron	4.343
Jemeppe-sur-Sambre	Jemeppe-sur-Sambre	17.834
La Bruyère	La Bruyère	8.094
Mettet	Mettet	11.683
Namur (Namen) (Naninne)	Namur (Namen) (Naninne)	31.251
Namur (Namen) (Malonne)	Namur (Namen) (Malonne)	31.251
Namur (Namen) (Champion)	Namur (Namen) (Champion)	31.251
Philippeville	Philippeville	8.064
Rochefort	Rochefort	11.921
Sambreville	Sambreville	26.951
Sombreffe	Sombreffe	7.390
Viroinval	Viroinval	5.669
Walcourt	Walcourt	17.246
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Ohey	Ohey, Gesves	7.185
Vresse-sur-Semois	Vresse-sur-Semois, Bièvre	6.000
Profondeville	Profondeville, Floreffe, Fooz-Wépion, Vierly, Malonne Haut	30.500
TOTAAL		451.060

I.B.W.

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Braine-le-Comte ('s-Gravenbrakel)	Braine-le-Comte ('s-Gravenbrakel)	19.866
Court-Saint-Etienne	Court-Saint-Etienne	9.095
Genappe (Genepiën)	Genappe (Genepiën)	14.100
Incourt	Incourt, Beauvechain (Bevekom)	10.650
Ittre (Itter)	Ittre (Itter)	5.830
Jodoigne (Geldenaken)	Jodoigne (Geldenaken), Beauvechain (Bevekom)	18.107
Nivelles (Nijvel)	Nivelles (Nijvel)	24.070
Orp-Jauche	Orp-Jauche	7.613
Ottignies-Louvain-la-Neuve	Ottignies-Louvain-la-Neuve, Chaumont-Gistoux	39.460
Perwez (Perwijs)	Perwez (Perwijs)	7.243
Rebecq	Rebecq	9.896
Rixensart	Rixensart, La Hulpe (Terhulpen), Lasne	42.377
Tubize (Tubeke)	Tubize (Tubeke)	21.680
Walhain	Walhain, Chastre	12.288
Wavre (Waver)	Wavre (Waver), Chaumont-Gistoux	42.324
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Waterloo/Braine-l'Alleud (Eigenbrakel)	Waterloo, Braine-l'Alleud (Eigenbrakel)	65.197
Villers-la-Ville	Villers-la-Ville	9.338
Braine-le-Château (Kasteelbrakel)	Braine-le-Château (Kasteelbrakel)	9.329
Chaumont-Gistoux	Chaumont-Gistoux	10.674
Lasne	Lasne	13.641
TOTAAL		392.778

I.C.D.I.

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Anderlues	Anderlues	11.447
Chapelle-lez-Herlaimont	Chapelle-lez-Herlaimont	14.074
Charleroi I	Charleroi, Couillet	40.118
Charleroi II	Charleroi, Ransart	40.118
Châtelet	Châtelet	35.452
Courcelles	Courcelles	29.543
Farciennes	Farciennes, Aiseau-Presles	22.085
Fleurus	Fleurus	22.243
Fontaine-l'Evêque	Fontaine-l'Evêque	16.824
Gerpennes	Gerpennes	11.972
Les Bons Villers	Les Bons Villers	8.729
Pont-à-Celles	Pont-à-Celles	15.981
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Ham-sur-Heure	Ham-sur-Heure, Nalinnes	13.259
Charleroi III	Charleroi, Couillet	40.118
Charleroi IV	Charleroi	40.118
Charleroi V	Charleroi	40.118
Montigny-le-Tilleul	Montigny-le-Tilleul	10.231
TOTAAL		412.430

I.D.E.A.

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Binche	Binche	32.269
Ecaussines	Ecaussines	9.804
Estinnes	Estinnes	7.416
La Louvière I - II - III	La Louvière, Saint-Vaast, Strépy-Bracquegnies, Haine-Saint-Paul	57.630
Le Rœulx	Le Rœulx	7.984
Manage	Manage	21.977
Morlanwelz	Morlanwelz	18.408
Seneffe	Seneffe	10.714
Soignies (Zinnik)	Soignies (Zinnik)	24.801
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
La Louvière IV	La Louvière	19.210
TOTAAL		210.213

INTERSUD

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Chimay	Chimay	9.772
Sivry-Rance	Sivry-Rance	4.545
Thuin	Thuin	14.626
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Froidchapelle	Froidchapelle	3.497
Beaumont	Beaumont	6.685
Lobbès	Lobbès	5.468
Momignies	Momignies	5.161
TOTAAL		49.754

IPALLE

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Antoing	Antoing, Brunehaut, Saint-Maur, Vezon	16.792
Ath (Aat)	Ath (Aat) (- Moulbaix, Houtaing)	21.182
Belœil	Belœil, Blaton	17.203
Bernissart	Bernissart (Blaton)	7.479
Celles	Celles, Mont-de-l'Enclus	8.551
Chièvres	Chièvres, Brugelette gedeeltelijk	7.480
Comines (Komen)	Comines (Komen)	17.822
Ellezelles (Elzele)	Ellezelles (Elzele), Flobecq (Vloesberg)	8.508
Enghien (Edingen)	Enghien (Edingen)	10.437
Estaimpuis	Estaimpuis, Herseaux, Pecq gedeeltelijk	16.008
Frasnes	Frasnes	10.709
Lessines (Lessen)	Lessines (Lessen)	16.298
Leuze	Leuze, Barry, Maulde, Baugnies, Moulbaix, Houtaing	17.815
Mouscron (Moeskroen) I	Mouscron (Moeskroen) gedeeltelijk	17.000

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Moeskroen II	Moeskroen gedeeltelijk (- Herseaux gedeeltelijk)	16.500
Mouscron (Moeskroen) III	Mouscron (Moeskroen) gedeeltelijk	16.500
Péruwelz	Péruwelz (- Baugnies)	16.090
Rumes	Rumes, Esplechin, Froidmont, Willemeau, Ere	8.245
Silly	Silly, Brugelette gedeeltelijk	8.262
Tournai (Doornik) I	Tournai (Doornik) gedeeltelijk, Pecq gedeeltelijk	31.000
Tournai (Doornik) II	Tournai (Doornik) gedeeltelijk	17.000
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Tournai (Doornik) III	Tournai (Doornik) gedeeltelijk (- Saint-Maur, Vezon, Esplechin, Froidmont, Willemeau, Ere, Barry, Maulde)	16.056
TOTAAL		322.937

IDELUX

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Arlon (Aarlen) I	Arlon (Aarlen)	25.655
Attert	Attert	4.347
Aubange	Aubange	14.887
Bastogne (Bastenaken) I	Bastogne (Bastenaken)	6.990
Bastogne (Bastenaken) II (Noville)	Bastogne (Bastenaken)	6.990
Bertrix	Bertrix	8.088
Bouillon I	Bouillon	5.373
Chiny	Chiny	4.864
Daverdisse	Daverdisse	1.338
Durbuy	Durbuy	10.130
Erezée	Erezée	2.866
Fauvillers	Fauvillers, Martelange	3.366
Florenville	Florenville	5.521
Gouvy	Gouvy	4.670
Habay	Habay	7.531
Herbeumont	Herbeumont	1.532
Hotton	Hotton	5.013
Houffalize	Houffalize	4.634
La Roche	La Roche	4.183
Léglise	Léglise	3.842
Libin	Libin	4.459
Libramont	Libramont	9.544
Malmedy	Malmedy	11.535
Manhay	Manhay, Lierneux	6.381
Marche I (Waha)	Marche	8.379
Marche II (Marloie)	Marche	8.379
Messancy	Messancy	7.098
Musson	Musson	4.057

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Nassogne	Nassogne	4.912
Neufchâteau	Neufchâteau	6.345
Paliseul	Paliseul	4.999
Rendeux	Rendeux	2.261
Rouvroy	Rouvroy, Virton	13.025
Sainte-Ode	Sainte-Ode, Bertogne	5.072
Saint-Hubert	Saint-Hubert	5.669
Saint-Léger	Saint-Léger	3.176
Stavelot	Stavelot	6.614
Stoumont	Stoumont	2.944
Tellin	Tellin	2.277
Tenneville	Tenneville	2.522
Tintigny	Tintigny	3.517
Trois-Ponts	Trois-Ponts	2.433
Vaux-sur-Sûre	Vaux-sur-Sûre	4.450
Vielsalm	Vielsalm	7.259
Waimés I	Waimés	6.618
Waimés II (Sourbrodt)	Waimés	6.618
Wellin	Wellin	2.899
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Arlon (Aarlen) II	Arlon (Aarlen)	25.655
Bouillon II	Bouillon	5.373
Meix-devant-Virton	Meix-devant-Virton	2.675
Etalle	Etalle	5.146
TOTAAL		324.111

I.S.P.H.

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Boussu	Boussu	20.007
Colfontaine	Colfontaine	20.104
Dour	Dour	16.744
Erquelinnes	Erquelinnes	9.557
Frameries	Frameries	20.677
Jurbise (Jurbeke)	Jurbise (Jurbeke)	9.386
Mons (Bergen) I	Mons (Bergen), Cuesmes	30.265
Mons (Bergen) II	Mons (Bergen), Jemappes	30.265
Quaregnon	Quaregnon	18.799
Quiévrain	Quiévrain, Hensies	13.198
Saint-Ghislain	Saint-Ghislain	22.188
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Quévy	Quévy	7.732
Honnelles	Honnelles	4.984
Mons (Bergen) III	Mons (Bergen), Havré	30.265
TOTAAL		254.171

INTRADEL

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Amay	Amay	13.163
Ans	Ans, Awans	35.985
Aywaille	Aywaille	10.494
Bassenge (Bitsingen)	Bassenge (Bitsingen)	8.190
Blegny	Blegny, Dalhem	18.967
Burdinne	Burdinne, Braives	8.338
Chaufontaine I	Chaufontaine	10.384
Clavier	Clavier, Modave	7.860
Comblain-au-Pont	Comblain-au-Pont	5.245
Esneux	Esneux	13.215
Ferrières	Ferrières, Hamoir	7.948
Flémalle	Flémalle, Engis	31.063
Fléron	Fléron, Soumagne, Olne	34.730
Grâce-Hollogne	Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas	44.468
Hannut (Hannuit)	Hannut (Hannuit), Lincet	16.707
Herstal	Herstal	36.466
Herve	Herve	16.614
Huy (Hoei)	Huy (Hoei), Marchin	24.653
Jalhay	Jalhay	7.729
Juprelle	Juprelle	8.244
Liège (Luik) I	Liège (Luik)	30.717
Liège (Luik) II	Liège (Luik), Chênée	30.717
Liège (Luik) III	Liège (Luik), Angleur	30.717
Liège (Luik) IV	Liège (Luik), Glain	30.717
Limbourg (Limburg)	Limbourg (Limburg)	5.553
Nandrin	Nandrin, Neupré, Tinlot	17.473
Ouffet	Ouffet, Anthisnes	6.472
Oupeye	Oupeye	23.599
Plombières	Plombières, Aubel	13.530
Remicourt	Remicourt, Donceel, Crisnée, Fexhe, Oreye (Oerle)	16.845
Saint-Georges	Saint-Georges, Verlaine	9.790
Seraing I	Seraing	20.239
Seraing II	Seraing	20.239
Seraing III	Seraing	20.240
Spa	Spa	10.512
Sprimont	Sprimont	12.712
Theux	Theux	11.495
Thimister-Clermont	Thimister-Clermont, Dison	19.098
Trooz	Trooz	7.627
Verviers I	Verviers, Pepinster	35.906
Visé (Wezet)	Visé (Wezet)	16.915

Parken in dienst	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Wanze	Wanze, Villers-le-Bouillet	18.316
Wareme (Borgworm)	Geer, Faimes, Berloz	22.279
Wasseiges	Wasseiges	2.399
Aan te leggen parken	Betrokken gemeenten	Bediende bevolking
Beyne-Heusay	Beyne-Heusay	11.720
Verviers II	Verviers, Stembert	31.000
Chaufontaine II	Chaufontaine	10.383
Liège (Luik) V	Liège (Luik)	30.717
Liège (Luik) VI	Liège (Luik)	30.718
TOTAAL		909.108

BIJLAGE 2

Model voor de aanvraag van punten voor gesubsidieerde contractuelen
aangesteld voor de exploitatie van aan te leggen containerparken

Puntenaanvraag

1° De stad, de gemeente
vertegenwoordigd door de heer/Mevr., burgemeester en
vertegenwoordigd door heer/Mevr. gemeentesecretaris
2° De vereniging van gemeenten met zetel te
vertegenwoordigd door de heer/Mevr.
voorzitter van de raad van bestuur en vertegenwoordigd door de heer/Mevr.
secretaris van de raad van bestuur hierna « het plaatselijk bestuur » genoemd.

1. Als het plaatselijk bestuur een gemeente is

A. Wenst in aanmerking te komen voor de punten die jaarlijks toegekend worden krachtens artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken voor voltijdse contractuelen die het zal aanstellen bij het (de) volgende containerpark(en) :

Nr. 1 Park van, gelegen

Nr. 2 Park van, gelegen

Nr. 3 Park van, gelegen

Nr. 4 Park van, gelegen

B. Verzoekt om de vergunning bedoeld in artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995. De vergunning betreft het (de) volgende containerpark(en) :

Nr. 1 Park van, gelegen

toegankelijk uren/week, waarvan minstens 4 op zaterdag.

Nr. 2 Park van, gelegen

toegankelijk uren/week, waarvan minstens 4 op zaterdag.

Nr. 3 Park van, gelegen

toegankelijk uren/week, waarvan minstens 4 op zaterdag.

Nr. 4 Park van, gelegen

toegankelijk uren/week, waarvan minstens 4 op zaterdag.

De Geco's zullen hun overblijvende wekelijkse arbeidstijd opvullen met de volgende milieutaken :

1. Activiteit :

Aantal uren/week :

2. Activiteit :

Aantal uren/week :

3. Activiteit :

Aantal uren/week :

4. Activiteit :

Aantal uren/week :

C. De gesubsidieerde contractueel (contractuelen) wordt (worden) voor die containerparken in dienst genomen en aangesteld vanaf :

Contractueel 1 bij park nr

Contractueel 2 bij park nr

Contractueel 3 bij park nr

Contractueel 4 bij park nr

D. Aantal potentiële gebruikers van het containerpark (zie referentieaantal gebruikers in bijlage 1).

Maximumaantal punten dat aan de gemeente toegekend kan worden :

2. Als het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is

A. Gemeenten die de exploitatie van containerparken toevertrouwd hebben aan de vereniging van gemeenten die om punten verzoekt :

- Gemeente
Containerpark van
- Gemeente
Containerpark van
- Gemeente
Containerpark van
- Gemeente
Containerpark van

Aantal potentiële gebruikers van elk van die containerparken :

- Containerpark van potentiële gebruikers
- Containerpark van potentiële gebruikers
- Containerpark van potentiële gebruikers
- Containerpark van potentiële gebruikers

B. Verzoekt om de vergunning bedoeld in artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995.

(N.B. : voor elke gemeente gaat als bijlage een lijst van de containerparken waarop de vergunning slaat, overeenkomstig de lijst waarvan sprake in punt 1 B).

Maximumaantal punten dat krachtens artikel 4 jaarlijks aan de vereniging van gemeenten toegekend kan worden :

- Containerpark van punten
 - Containerpark van punten
 - Containerpark van punten
 - Containerpark van punten
- Totaal : punten

3. Gemeenschappelijke clausules

A. Het plaatselijk bestuur dient deze aanvraag in met inachtneming van de onderhandelingsprocedure bepaald bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en voegt er het protocol van de vakbondsonderhandeling bij.

B. Bijgevolg verzoekt het plaatselijk bestuur :

- de Minister van Tewerkstelling om de toekenning van alle aangevraagde punten of van een deel ervan;
- de Minister van Leefmilieu erom in te stemmen met de toekenning van punten door de Minister van Tewerkstelling.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken.

BIJLAGE 3

Geachte heer Voorzitter,

WAALS GEWEST**Steun ter bevordering van de werkgelegenheid**

**Sector plaatselijke besturen.
Containerparken nr. PB/00.**

BESLISSING

Overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 25 april 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 24 mei 2002) en, meer bepaald, artikel 15, § 5, en van het desbetreffende uitvoeringsbesluit van 19 december 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 30 januari 2003);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken (*Belgisch Staatsblad* van ...);

Naar aanleiding van uw verzoek dat geregistreerd werd op ... , komt u in aanmerking voor een jaarlijkse steun van maximum punten met het oog op de subsidiëring van de arbeidsplaatsen die voor de containerparken bestemd zijn (7 punten per arbeidsplaats);

Uw intercommunale kan die steun genieten voorzover het globale tewerkstellingsvolume gehandhaafd wordt i.v.m. het referentiebestand, met name voltijds equivalent werknemers op ...

Deze beslissing heeft gevolg op ...

Datum van de beslissing :

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

Geachte heer Burgemeester,

WAALS GEWEST**Steun ter bevordering van de werkgelegenheid****Sector plaatselijke besturen.
Containerparken nr. PB/00.****BESLISSING**

Overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 25 april 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 24 mei 2002) en, meer bepaald, artikel 15, § 5, en van het desbetreffende uitvoeringsbesluit van 19 december 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 30 januari 2003);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken (*Belgisch Staatsblad* van ...);

Naar aanleiding van uw verzoek dat geregistreerd werd op ... , komt u in aanmerking voor een jaarlijkse steun van maximum punten ... met het oog op de subsidiëring van de arbeidsplaatsen die voor de containerparken bestemd zijn (7 punten per arbeidsplaats);

Uw gemeente kan die steun genieten voorzover het globale tewerkstellingsvolume gehandhaafd wordt t.o.v. het referentiebestand, met name voltijds equivalent werknemers op ...

Deze beslissing heeft gevolg op ...

Datum van de beslissing :

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3467

[2004/202722]

17 JUNI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale, notamment l'article 29, § 4;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale tel qu'établi lors de la séance du 1^{er} juin 2004;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion annexé au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juin 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de la commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale

COMMISSION D'AGREMENT ET D'AVIS DES SERVICES D'INSERTION SOCIALE

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La Commission d'agrément des services d'insertion sociale est désignée ci-après comme "la Commission".

Art. 2. La Commission fixe périodiquement le calendrier des réunions ordinaires.

Art. 3. Le secrétariat de la Commission met à la disposition de chaque membre effectif et suppléant un recueil des textes décrets et réglementaires applicables aux services d'insertion sociale, ainsi que les circulaires en application; il communique également toute modification y apportée.

Art. 4. L'avis motivé demandé à la Commission par le Ministre est remis dans les deux mois, sauf si le Ministre a fixé un autre délai.

Sur demande motivée, le Ministre peut demander un avis urgent. Dans ce cas, il fixe un délai raisonnable.